

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/15/Add.2

29 avril 1997

(97-1891)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'INDE

Réponses aux questions concernant un mécanisme de sauvegarde d'urgence dans le cadre de l'AGCS

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS à la demande de l'Inde.

1. Quels sont la raison d'être et l'objectif d'un mécanisme d'urgence dans le cadre de l'AGCS?

Etant donné que la nature du commerce des services diffère à de nombreux égards de la nature du commerce des marchandises, il semblerait logique d'affirmer qu'un mécanisme de sauvegarde d'urgence dans le cadre de l'AGCS différerait en nature des mesures de sauvegarde d'urgence du GATT. Le mécanisme d'urgence dans le cadre de l'AGCS peut être conçu comme une disposition pour remédier à une situation d'urgence, à laquelle peut se trouver confrontée l'économie d'un Membre, et qui met ce Membre dans l'obligation de modifier ou de retirer temporairement un engagement inscrit sur sa Liste. Le mécanisme de sauvegarde d'urgence aurait donc pour principal objectif de remédier à une situation imprévue.

Les mécanismes de "sauvegarde" existant dans l'AGCS, tels que ceux prévus à l'article XII et à l'article XIV, et même à l'article XIV*bis*, correspondent à des situations telles que les restrictions destinées à protéger l'équilibre de la balance des paiements, les exceptions générales ou les exceptions concernant la sécurité. L'existence de ces mécanismes de "sauvegarde" est dûment prise en considération par le Membre lorsqu'il établit la liste de ses engagements. Toutefois, les dispositions de l'article XII, de l'article XIV et de l'article XIV*bis* de l'AGCS ne permettent pas de faire face à des difficultés inattendues ou à des situations d'urgence imprévues découlant des obligations du Membre au titre de l'AGCS. Les dispositions de l'article XXI semblent s'appliquer davantage à des mesures n'ayant pas un caractère d'urgence, étant donné notamment qu'elles concernent la modification ou le retrait d'engagements trois ans après la date d'entrée en vigueur de ces engagements. L'existence d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence dans le cadre de l'AGCS semble aussi de nature à renforcer la confiance des pays Membres et à les amener à prendre de nouveaux engagements en matière de libéralisation en vertu de l'AGCS.

Le mécanisme de sauvegarde d'urgence devrait être davantage axé sur l'engagement spécifique inscrit dans la Liste du Membre qui invoque le mécanisme de sauvegarde, plutôt que sur la nature de l'engagement lié, par exemple, au concept de "libéralisation progressive", proprement dit. Etant par essence temporaire, le mécanisme de sauvegarde d'urgence différerait en nature de l'engagement inscrit dans la Liste qui, lui, est à long terme.

./.

L'objectif économique du mécanisme de sauvegarde d'urgence dans le cadre de l'AGCS devrait être évalué à la lumière de la situation d'urgence ayant une incidence sur les engagements inscrits dans la Liste du Membre concerné.

Le mécanisme de sauvegarde d'urgence, tout en étant accessible à tous les Membres de l'OMC, devrait prévoir des dispositions spéciales pour les pays en développement, étant donné que le commerce des services n'est entré dans le cadre d'application du système commercial multilatéral que très récemment lors de la création de l'OMC. De nombreux pays en développement ne possèdent pas les systèmes d'infrastructure appropriés et, notamment, la technologie nécessaire pour faire face à des situations imprévues qui peuvent les amener à vouloir modifier ou retirer temporairement des engagements inscrits dans leurs listes.

Les données d'expérience sur le fonctionnement du commerce des services dans le cadre des dispositions de l'AGCS et les données d'expérience sur le fonctionnement du commerce des marchandises dans le cadre des dispositions du GATT feraient apparaître des différences notables en ce qui concerne le rôle, les transactions et les marchés dans ces deux sphères du système commercial multilatéral.

2. Quels critères pourraient être utilisés pour déterminer les cas où une mesure de sauvegarde d'urgence peut être justifiée?

Le mécanisme de sauvegarde d'urgence devrait avoir un caractère temporaire, sa durée maximale devrait être spécifiée, étant donné qu'il devrait permettre de faire face à une situation d'urgence, qui par définition a un caractère temporaire. Les critères applicables pour justifier le recours au mécanisme de sauvegarde d'urgence devraient être mis au point après analyse. Ce faisant il faudrait tenir compte du fait que la mesure doit être directement liée à la nature du commerce des services, de l'engagement spécifique en question, ainsi que de la portée de l'engagement et des modes de fourniture. Le mécanisme de sauvegarde d'urgence devrait être appliqué sur une base NPF.

3. Quelle forme pourrait prendre un mécanisme de sauvegarde pour les services?

La forme du mécanisme de sauvegarde d'urgence serait liée à la modification ou au retrait, à titre temporaire, de l'engagement en question inscrit sur la liste du Membre. Elle serait également liée à la portée de l'engagement et aux modes de fourniture. Il pourrait y avoir différents mécanismes pour les différents modes de fourniture. Le mécanisme de sauvegarde d'urgence devrait être appliqué de façon non discriminatoire dans tous les cas. Il devrait pouvoir être invoqué dans des "circonstances critiques".